

Les agressions physiques ou verbales à l'encontre d'un agent du Ministère de l'Education nationale feront l'objet d'un dépôt de plainte systématique au niveau des services de police compétents.



Exemple de sanction en cas de...

Insulte et outrage à agent, geste de menace	7 500 € d'amende
Insulte publique	12 000 € d'amende
Insulte publique à caractère homophobe, handiphobe, raciste ou sexiste	45 000 € d'amende
Menace physique	45 000 € d'amende
Menace de mort	45 000 € d'amende
Menace de mort avec ordre de remplir une condition	75 000 € d'amende